

autant de renseignements que nous le souhaiterions, certes, mais la période des questions, disons-le nettement, n'est pas seulement le moment où l'on pose des questions et où l'on reçoit des réponses, c'est le moment où les partis politiques croisent l'épée. Je ne vois pas ce qu'il y a de mal à cela. Cela fait partie de la procédure parlementaire. Cela permet à l'opposition d'obliger le gouvernement à ouvrir l'œil et le bon. Or, la période des questions est une occasion de le faire.

J'estime que si le gouvernement continue à agir comme il l'a fait ce matin, et c'est comme cela tous les vendredis, nous aurons de la peine à garder ici les députés de l'opposition. A quoi bon être ici le vendredi diront-ils? On s'efforce, semble-t-il, de diminuer l'importance et l'utilité de la période des questions. Je pense que le gouvernement dessert ainsi le Parlement.

Chaque fois qu'on soulève le sujet de la période des questions, quelqu'un se lève et nous explique comment cela se passe à Westminster. Le président du Conseil privé ne nous a rien appris de nouveau quand il en a parlé aujourd'hui. C'était intéressant, en février dernier, quand certains députés sont revenus de Westminster; presque tous avaient le sentiment que nous avons beaucoup à y apprendre, mais pas à cet égard. Quand les députés sont allés là-bas et ont vu comment se déroulait la période des questions, ils ont déclaré: cela n'est pas pour nous. Certains des membres de ce comité sont aujourd'hui à la Chambre et je suis sûr qu'ils sont d'accord avec moi.

L'autre aspect que je veux signaler est l'impossibilité absolue de comparer les deux régimes, parce qu'ils sont totalement différents. Le ministre rappelle que là-bas un avis écrit doit précéder chaque question. C'est vrai à 99 p. 100, mais il arrive que des députés de l'opposition de l'avant-plan posent des questions très urgentes ou très graves. Cependant, la majeure partie des questions sont inscrites au *Feuilleton*. En outre, on consacre chaque jour environ une heure à une sorte de débat ou de lutte politique.

Le ministre déclare que la plupart des jours, un seul ministre répondra aux questions. C'est exact, bien que certains jours il y en ait deux ou trois. Nous savons tous ce qui arrive ici. Le secrétaire parlementaire se lève pour annoncer que les questions portant tel et tel numéro reçoivent une réponse. Là, le ministre se lève et se rend à la barre pour répondre aux questions. Il peut alors y avoir

six ou huit questions supplémentaires et un débat du genre de celui que nous connaissons à l'appel de l'ordre du jour.

Je m'inquiète de ce que des ministres comme le président du Conseil privé veuillent adopter une disposition du système britannique qui exige un préavis des questions, mais ne semblent pas vouloir en adopter la pratique d'une période de discussion. Je trouve ce genre de comparaison très injuste. Malgré l'animation qui règne lorsque le premier ministre est sur la sellette, nous avons l'impression qu'il manque quelque chose, car les députés ne peuvent interroger les autres ministres.

Je rappelle que les responsabilités de la Chambre au Royaume-Uni ont beaucoup plus d'étendue que les nôtres. Nous mentionnons parfois qu'ils ont un système unitaire de gouvernement tandis que notre système a deux niveaux. En fait, leur système a trois niveaux en un. Ils s'occupent de questions que nous réglons aux niveaux fédéral, provincial et municipal. Toutes ces questions sont traitées au Parlement. En plus, ils ont un débat sur la motion d'ajournement. Ils ont différentes occasions d'exposer leurs griefs et de dire ce qui les tracasse.

Si je croyais que le gouvernement cherche à faire naître plus d'occasions de susciter des guerres politiques légitimes, comme nous en avons à la période des questions, je serais d'accord. Mais je suis fermement convaincu que le gouvernement songe plutôt à refroidir la période des questions. Si nous avons beaucoup d'autres matinées comme celle-ci, alors que seulement six ou huit ministres sont présents, les députés de l'arrière-ban se feront de moins en moins nombreux et le vendredi sera encore pire qu'il ne l'est maintenant.

● (12.40 p.m.)

Soit dit en passant, monsieur le président, à propos des questions, mon collègue, le député de Vancouver-Est, en a posé une ce matin, en l'absence du président du Conseil privé, qui, apprenons-nous, assistait à une réunion très importante du cabinet, qui devait aboutir à l'annonce de l'annulation de toutes les réunions d'organisation des comités qui étaient prévues pour mardi—non pas telle ou telle réunion, mais toutes. On me dit que le comité des affaires extérieures se réunira néanmoins mardi matin, mais que toutes les réunions d'organisation des comités qui devaient avoir lieu mardi ont été contremandées.